

RECENSEMENT PERMANENT DE LA POPULATION ET DES HABITATIONS

Prot. n. 2507552/21

29/09/2021

Madame, Monsieur,

À partir du mois d'octobre, le recensement permanent de la population et du logement est effectué par l'ISTAT - l'Institut national italien des statistiques.

Depuis 2018, l'organisation du Recensement a changé : chaque année, des groupes de citoyens sélectionnés au hasard parmi les ménages domiciliés dans les Communes échantillonnées y participent.

L'enquête qui concerne votre famille sera réalisée **entre le 14 octobre et le 18 novembre 2021**.

Les données demandées seront utilisées pour connaître les principales caractéristiques démographiques et sociales de la population de notre pays, le nombre de logements et les caractéristiques de ceux qui sont effectivement habités.

L'ISTAT procède à cette enquête et au traitement des données à caractère personnel qui y sont liées dans le cadre d'une mission d'intérêt public. Le recensement est en effet prévu par le Règlement européen n° 763/2008, la loi n° 205/2017 et est inclus dans le Programme statistique national en vigueur (Code IST-02493), selon lequel la participation à la présente enquête est obligatoire et tout refus peut faire l'objet de sanctions.

Les informations recueillies seront traitées conformément à la réglementation relative à la protection du secret statistique et à la protection des données à caractère personnel (voir la section « Traitement des données » à la page suivante de la présente lettre).

Pour que l'enquête puisse être couronnée de succès et, surtout, pour enrichir les données statistiques recueillies, qui pourront être utiles à la communauté, la pleine coopération de votre famille s'avère fondamentale.

Merci de l'aide que vous voudrez bien nous accorder.

Gentile Signora, Gentile Signore,

a partire dal mese di ottobre si svolge il Censimento permanente della popolazione e delle abitazioni, realizzato dall'ISTAT - Istituto Nazionale di Statistica.

Dal 2018 il Censimento è organizzato in modo diverso dal passato: ogni anno partecipano gruppi di cittadini individuati con criterio casuale tra le famiglie residenti nei Comuni che fanno parte del campione.

La rilevazione che coinvolge la sua famiglia sarà effettuata dal **14 ottobre al 18 novembre 2021**.

I dati richiesti serviranno per conoscere le principali caratteristiche demografiche e sociali della popolazione del nostro Paese, il numero delle abitazioni e le caratteristiche di quelle abitate.

L'ISTAT svolge questa rilevazione e i connessi trattamenti di dati personali nell'esecuzione di un compito di interesse pubblico. La rilevazione censuaria è infatti prevista dal Regolamento europeo n. 763/2008, dalla legge n. 205/2017, ed è inserita nel Programma statistico nazionale in vigore (codice IST-02493), che prevede, per la presente rilevazione, obbligo e sanzionabilità.

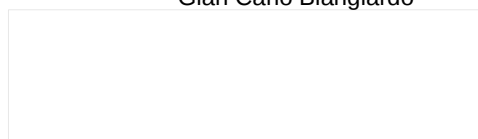
Le informazioni raccolte saranno trattate nel rispetto della normativa in materia di tutela del segreto statistico e di protezione dei dati personali (si veda la sezione "Trattamento dei dati" nella pagina successiva della lettera).

Per la buona riuscita della rilevazione e soprattutto per arricchire il patrimonio di dati statistici utili alla collettività, è fondamentale la piena collaborazione della sua famiglia.

Grazie per il contributo che vorrete dare.

II PRESIDENTE

Gian Carlo Blangiardo





INSTRUCTIONS POUR RÉPONDRE AU QUESTIONNAIRE

Le recensement sera réalisé du **14 OCTOBRE AU 18 NOVEMBRE 2021**.

Un enquêteur communal se rendra à votre domicile muni d'une tablette et d'une carte d'identification pour réaliser l'entretien.

Autre possibilité : après avoir fourni à l'enquêteur certaines informations personnelles, votre famille peut décider de remplir elle-même le questionnaire à l'aide de la tablette de l'enquêteur, ou se rendre dans les Centres communaux de recensement (CCR), qui sont ouverts pendant toute la durée du recensement, où elle pourra remplir le questionnaire en toute indépendance ou par le biais d'un entretien mené par un opérateur communal.

ISTRUZIONI PER RISPONDERE AL QUESTIONARIO

La rilevazione sarà effettuata dal **14 OTTOBRE AL 18 NOVEMBRE 2021**.

Un rilevatore comunale verrà presso il suo domicilio munito di tablet e tesserino di riconoscimento per effettuare l'intervista.

In alternativa, dopo aver rilasciato al rilevatore alcune informazioni anagrafiche, la sua famiglia potrà decidere di compilare autonomamente il questionario utilizzando il tablet del rilevatore, oppure potrà recarsi presso i Centri Comunali di Rilevazione (CCR), attivi per tutto il periodo della rilevazione, dove potrà compilare il questionario autonomamente o tramite intervista condotta da un operatore comunale.



INFORMATION ET AIDE

- Contacter le **numéro vert ISTAT 800 188 802**, actif tous les jours du 1^{er} octobre au 18 novembre, de 9h à 21h
- Écrire à l'adresse de courrier électronique **censimentipermanenti.popolazioneareale@istat.it**
- Consulter le site ISTAT à l'adresse **www.istat.it/it/censimenti/popolazione-e-abitazioni**

ISTRUZIONI E SUPPORTO

- Contattare il **Numero Verde Istat 800.188.802**, attivo tutti i giorni dal 1° ottobre al 18 novembre, dalle ore 9.00 alle ore 21.00
- Scrivere all'indirizzo di posta elettronica **censimentipermanenti.popolazioneareale@istat.it**
- Consultare il sito dell'Istat all'indirizzo **www.istat.it/it/censimenti/popolazione-e-abitazioni**

Traitement de données

Les données traitées par l'ISTAT aux fins de cette enquête sont protégées par le secret statistique (article 9 du décret législatif n° 322/1989) et soumises à la législation sur la protection des données à caractère personnel (Règlement (UE) 2016/679, décret législatif italien n° 196/2003 et décret législatif italien n° 101/2018).

Informations sur le traitement des données à caractère personnel conformément à l'article 13 du Règlement (UE) 2016/679

- **Responsable du traitement** : le responsable du traitement est l'ISTAT - Istituto nazionale di statistica, Via Cesare Balbo, 16 - 00184 Roma, qui, pour les activités de collecte et de traitement des données, a confié des tâches et des fonctions spécifiques liées au traitement des données à caractère personnel respectivement au directeur de la Direction centrale de la collecte des données et au directeur de la Direction centrale des statistiques démographiques et du recensement de la population (article 2-quaterdecies du décret législatif n° 196/2003).
- **Sous-traitant de la protection des données** : Le sous-traitant de la protection des données d'ISTAT peut être joint aux adresses suivantes : ISTAT - Sous-traitant de la protection des données, Via Cesare Balbo, 16 - 00184 Roma ; adresse de courrier électronique : responsabileprotezionedati@istat.it.
- **Finalités du traitement** : les données sont collectées et traitées pour produire un cadre d'informations statistiques concernant les principales caractéristiques structurelles de la population au niveau national, régional et local. Les objectifs du recensement et le champ d'observation sont précisés dans le Plan général de recensement, qui peut être consulté sur le site internet de l'ISTAT à l'adresse : <https://www.istat.it/it/censimenti/popolazione-e-abitazioni/documentazione>.
- **Base légale** : les données sont traitées en vue de la production d'informations statistiques officielles et, par conséquent, en vue de la mission d'intérêt public confiée à l'ISTAT (article 1^{er}, alinéa 2 et article 15 du décret législatif italien n° 322/1989) ; l'enquête est incluse dans le Programme statistique national 2017-2019 - Mise à jour 2019 (code IST-02493), approuvé par le décret présidentiel italien du 25 novembre 2020. L'actuel programme statistique national peut être consulté sur le site internet de l'ISTAT à l'adresse : <https://www.istat.it/it/organizzazione-e-attività/organizzazione/normativa>.
- **Sources des données** : en plus des données collectées par le biais du questionnaire, des données provenant de sources administratives et d'autres travaux statistiques sont utilisées, comme le prévoient la loi n° 205 du 27 décembre 2017 (article 1^{er}, alinéa 228), le Programme statistique national en vigueur et le Plan général de recensement, qui peuvent être consultés sur le site internet de l'ISTAT à l'adresse suivante : <https://www.istat.it/it/censimenti/popolazione-e-abitazioni/documentazione>.
- **Responsables du traitement des données (article 28 du Règlement)** : ce sont les responsables des Bureaux communaux de recensement (UCC), les responsables des Bureaux de recensement provinciaux (UPC) et le référent de la société chargée de la gestion du numéro gratuit 800 188 802.
- **Diffusion des données** : les données seront diffusées par l'ISTAT sous forme agrégée et, en tout état de cause, d'une manière ne permettant pas de remonter jusqu'aux personnes qui les fournissent ou auxquelles elles se réfèrent, ce qui garantit la plus grande confidentialité à celles-ci. Lorsqu'il apparaît nécessaire de répondre à des exigences cognitives particulières, y compris des exigences de nature internationale et européenne, les données résultant du recensement peuvent également être diffusées par l'ISTAT avec une fréquence inférieure à trois unités, comme cela est prévu par l'article 1^{er}, alinéa 232, lettre c) de la loi italienne n° 205/2017, dans les limites indiquées par le Programme statistique national, conformément à l'article 13, alinéa 3-bis, du décret législatif italien n° 322/1989.
- **Communication des données** : les données peuvent être communiquées par l'Istat, exclusivement dans des buts statistiques, à des entités du Système Statistique National (article 6, alinéa 1, lettre b), décret législatif italien n° 322/1989) et à la Commission européenne (EUROSTAT) (Règlement (CE) n° 763/2008). Ces mêmes données, sans identifiants directs, peuvent exclusivement être communiquées aux fins de la recherche scientifique selon les conditions et conformément aux modalités prévues par l'article 5-ter

Trattamento dei dati

I dati trattati dall'Istat per le finalità della presente rilevazione sono tutelati dal segreto statistico (art. 9 d.lgs. n. 322/1989) e sottoposti alla normativa in materia di protezione dei dati personali (Regolamento (UE) 2016/679, d.lgs. n. 196/2003 e d.lgs. n. 101/2018).

Informazioni sul trattamento dei dati personali rese ai sensi dell'art. 13 del Regolamento (UE) 2016/679:

- **Titolare del trattamento**: il titolare del trattamento è l'Istat - Istituto nazionale di statistica, Via Cesare Balbo, 16 - 00184 Roma che, per le attività di raccolta ed elaborazione dei dati, ha attribuito specifici compiti e funzioni connessi al trattamento dei dati personali, rispettivamente, al Direttore della Direzione centrale per la raccolta dati e al Direttore della Direzione centrale per le statistiche demografiche e il censimento della popolazione (art. 2-quaterdecies d.lgs. n. 196/2003).
- **Responsabile della protezione dei dati**: il Responsabile della protezione dei dati dell'Istat è raggiungibile ai seguenti indirizzi: Istat – Responsabile della protezione dei dati, Via Cesare Balbo, 16 - 00184 Roma; e-mail: responsabileprotezionedati@istat.it.
- **Finalità del trattamento**: i dati sono raccolti e trattati per produrre un quadro informativo statistico sulle principali caratteristiche strutturali della popolazione a livello nazionale, regionale e locale. Gli obiettivi censuari e il campo di osservazione sono specificati nel Piano generale di censimento, consultabile sul sito internet dell'Istat all'indirizzo: <https://www.istat.it/it/censimenti/popolazione-e-abitazioni/documentazione>.
- **Base giuridica**: i dati sono trattati per la produzione di informazione statistica ufficiale e, quindi, per l'esecuzione di un compito di interesse pubblico affidato all'Istat (art. 1, comma 2, e art. 15 d.lgs. n. 322/1989); l'indagine è inserita nel Programma statistico nazionale 2017-2019 – Aggiornamento 2019 (codice IST-02493), approvato con DPR 25 novembre 2020. Il Programma statistico nazionale in vigore è consultabile sul sito internet dell'Istat all'indirizzo: <https://www.istat.it/it/organizzazione-e-attività/organizzazione/normativa>.
- **Fonti dei dati**: oltre ai dati raccolti con il questionario, saranno utilizzati dati provenienti da fonti amministrative e da altri lavori statistici, come previsto dalla legge 205 del 27 dicembre 2017 (art. 1, comma 228), dal Programma statistico nazionale in vigore e dal Piano generale di censimento, consultabile sul sito internet dell'Istat all'indirizzo: <https://www.istat.it/it/censimenti/popolazione-e-abitazioni/documentazione>.
- **Responsabili del trattamento (art. 28 Regolamento)**: sono designati i Responsabili degli Uffici comunali di censimento (UCC), i Responsabili degli Uffici provinciali di censimento (UPC) e il referente della Società incaricata della gestione del numero verde 800.188.802.
- **Diffusione dei dati**: i dati saranno diffusi dall'Istat in forma aggregata, e comunque secondo modalità che non rendano possibile risalire alle persone che li forniscono o a cui si riferiscono, assicurando così la massima riservatezza agli interessati. Ove risulti necessario per soddisfare particolari esigenze conoscitive, anche di carattere internazionale ed europeo, i dati risultanti dal censimento potranno essere diffusi dall'Istat anche con frequenza inferiore alle tre unità, così come previsto dall'art. 1, comma 232, lett. c) della legge n. 205/2017, nei limiti di quanto indicato nel Programma statistico nazionale, ai sensi dell'art. 13, comma 3-bis, del d.lgs. n. 322/1989.
- **Comunicazione dei dati**: i dati potranno essere comunicati dall'Istat, esclusivamente per fini statistiche, ai soggetti del Sistema statistico nazionale (art. 6, comma 1, lett. b), d.lgs. n. 322/1989) e alla Commissione europea (EUROSTAT) (Regolamento (CE) n. 763/2008), I medesimi dati, privi di identificativi diretti, potranno essere comunicati esclusivamente per finalità di ricerca scientifica alle condizioni e secondo le modalità previste dall'art. 5-ter del d.lgs. n. 33/2013 e dal Regolamento (UE) n. 557/2013.

du décret législatif italien n° 33/2013 et par le Règlement (UE) n° 557/2013.

- **Conservation des données** : aux fins de la présente enquête, les données sont conservées pendant 120 ans en vue de la réalisation de traitements statistiques ultérieurs, afin de pouvoir garantir le contrôle de la qualité des données statistiques et la création de bases de données longitudinales.
- **Droits des personnes concernées** : l'ISTAT garantit, dans les limites fixées par le Règlement, l'exercice des droits des personnes concernées (article 15 et suivants), à l'exception du droit de s'opposer au traitement (article 21, alinéa 6) et de celui de la portabilité des données (article 20, alinéa 3). L'exercice du droit de rectification est garanti conformément aux modalités qui figurent à l'article 6-bis du décret législatif italien n° 322/1989 et à l'article 11 des « Règles déontologiques pour les traitements à des fins statistiques ou de recherche scientifique effectués dans le cadre du système statistique national » (annexe A.4 du décret législatif italien n° 196/2003). Afin d'exercer les droits susmentionnés, l'intéressé-e peut écrire au Sous-traitant de la protection des données de l'ISTAT aux adresses ci-dessus. Il ou elle a également le droit de déposer une plainte auprès de l'Autorité chargée de la protection des données ou d'intenter une action en justice (articles 77 et 79 du Règlement).
- **Obligation de fournir les données demandées et sanctions correspondantes** : la fourniture des données demandées par l'ISTAT est obligatoire en vertu de l'article 7 du décret législatif italien n° 322/1989 et du décret présidentiel du 25 novembre 2020, approuvant le Programme statistique national 2017-2019 - Mise à jour 2019 et de la liste ci-jointe des enquêtes qui entraînent l'obligation de répondre pour les particuliers ; la violation de cette obligation sera sanctionnée conformément aux articles 7 et 11 du décret législatif n° 322/1989 et du décret présidentiel dudit 25 novembre 2020 (annexe « Liste des travaux (SDI et SDA) inclus dans le Programme statistique national 2017-2019 - Mise à jour 2019 pour lesquels l'absence de données constitue une violation de l'obligation de réponse »). Les listes des enquêtes avec obligation de réponse pour les particuliers et de celles pour lesquelles, en cas de violation de l'obligation, l'application d'une sanction administrative est prévue, peuvent être consultées sur le site internet de l'ISTAT à l'adresse suivante <https://www.istat.it/it/organizzazione-e-attività/organizzazione/normativa>. Par conséquent, si le délai pour la réalisation de l'entretien, fixé au 18 novembre 2021, s'écoule sans réponse, l'ISTAT lancera toutes les démarches destinées à engager la procédure d'évaluation et de notification des infractions à l'article 7 du décret législatif n° 322/1989, afin d'appliquer l'amende administrative, conformément aux dispositions de la législation susmentionnée et également sur la base des résultats des activités menées par les organes du réseau territorial.

Cadre législatif

- Règlement (CE) n° 763/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 concernant les recensements de la population et du logement ;
- Règlement (CE) n° 2017/543 de la Commission du 22 mars 2017 établissant les règles pour l'application du règlement (CE) n° 763/2008 du Parlement européen et du Conseil concernant les recensements de la population et du logement en ce qui concerne les spécifications techniques des thèmes et de leurs subdivisions ;
- Règlement (CE) n° 2017/712 de la Commission du 20 avril 2017 établissant l'année de référence et le programme des données et des métadonnées statistiques concernant les recensements de la population et du logement prévu par le règlement (CE) n° 763/2008 du Parlement européen et du Conseil ;
- Règlement (CE) n° 2017/881 de la Commission du 23 mai 2017 portant mise en œuvre du règlement (CE) n° 763/2008 du Parlement européen et du Conseil concernant les recensements de la population et du logement, en ce qui concerne les modalités et la structure des rapports de qualité, ainsi que le format technique pour la transmission des données et modifiant le règlement (UE) n° 1151/2010 ;
- Loi n° 205 du 27 décembre 2017, article 1^{er}, alinéas 227 à 237, sur le budget de l'État pour l'exercice 2018 et le budget pluriannuel pour la période triennale 2018-2020 ;
- Décret-loi italien n° 179 du 18 octobre 2012, converti avec des amendements en la loi n° 221 du 17 décembre 2012, article 3

- **Conservazione dei dati** : per la finalità della presente indagine, i dati saranno conservati per 120 anni per la realizzazione di ulteriori trattamenti statistici finalizzati a garantire la verifica della qualità del dato statistico e la realizzazione di basi dati longitudinali.
- **Diritti degli interessati** : l'Istat garantisce, nei limiti previsti dal Regolamento, l'esercizio dei diritti degli interessati (artt. 15 e ss.), ad esclusione del diritto di opposizione al trattamento (art. 21, par. 6) e di quello di portabilità dei dati (art. 20, par. 3). L'esercizio del diritto di rettifica è garantito secondo le modalità indicate all'art. 6-bis del decreto legislativo n. 322/1989 e all'art. 11 delle "Regole deontologiche per i trattamenti a fini statistici o di ricerca scientifica effettuati nell'ambito del Sistema statistico nazionale" (allegato A.4 al d.lgs. n. 196/2003). Per l'esercizio dei predetti diritti è possibile scrivere al Responsabile della protezione dei dati dell'Istat agli indirizzi sopra indicati. L'interessato ha, inoltre, il diritto di presentare reclamo al Garante per la protezione dei dati personali o di adire le opportune sedi giudiziarie (art. 77 e art. 79 Regolamento).
- **Obbligo di fornire i dati richiesti e relativa sanzionabilità** : la fornitura dei dati richiesti dall'Istat è obbligatoria ai sensi dell'art. 7 del d.lgs. n. 322/1989 e del DPR 25 novembre 2020, di approvazione del Programma statistico nazionale 2017-2019 – Aggiornamento 2019 e dell'allegato elenco delle rilevazioni che comportano l'obbligo di risposta per i soggetti privati; la violazione di tale obbligo sarà sanzionata ai sensi degli artt. 7 e 11 del d.lgs. n. 322/1989 e del medesimo DPR 25 novembre 2020 (allegato "Elenco dei lavori (Sdi e Sda) compresi nel Psn 2017-2019 – Aggiornamento 2019 per i quali la mancata fornitura dei dati configura violazione dell'obbligo di risposta"). Gli elenchi delle indagini con l'obbligo di risposta per i soggetti privati e di quelle per le quali, in caso di violazione dell'obbligo, è prevista l'applicazione della sanzione amministrativa è consultabile sul sito internet dell'Istat alla pagina <https://www.istat.it/it/organizzazione-e-attività/organizzazione/normativa>. Si fa pertanto presente che, decorso inutilmente il termine ultimo per effettuare l'intervista, fissato al 18 novembre 2021, l'ISTAT avvierà tutte le attività volte ad attivare la procedura per l'accertamento e la contestazione delle violazioni dell'art. 7 del d.lgs. n. 322/1989 al fine dell'applicazione della sanzione amministrativa pecuniaria, secondo quanto previsto dalla normativa sopra citata e anche sulla base delle risultanze delle attività svolte dagli organi della rete territoriale.

Riferimenti normativi

- Regolamento (CE) n. 763/2008 del Parlamento europeo e del Consiglio del 9 luglio 2008, relativo ai censimenti della popolazione e delle abitazioni;
- Regolamento (CE) n. 2017/543 della Commissione del 22 Marzo 2017, recante modalità di applicazione del regolamento (CE) n. 763/2008 del Parlamento europeo e del Consiglio relativo ai censimenti della popolazione e delle abitazioni, per quanto riguarda le specifiche tecniche delle variabili e delle loro classificazioni;
- Regolamento (CE) n. 2017/712 della Commissione del 20 Aprile 2017, che stabilisce l'anno di riferimento e il programma dei dati statistici e dei metadati per i censimenti della popolazione e delle abitazioni di cui al regolamento (CE) n. 763/2008 del Parlamento europeo e del Consiglio;
- Regolamento (CE) n. 2017/881 della Commissione del 23 Maggio 2017, recante attuazione del regolamento (CE) n. 763/2008 del Parlamento europeo e del Consiglio relativo ai censimenti della popolazione e delle abitazioni per quanto riguarda le modalità e la struttura delle relazioni sulla qualità e il formato tecnico per la trasmissione dei dati, e che modifica il regolamento (UE) n. 1151/2010;
- Legge 27 dicembre 2017, n. 205, art. 1, commi da 227 a 237, recante il Bilancio di previsione dello Stato per l'anno finanziario 2018 e Bilancio pluriennale per il triennio 2018-2020;
- D.L. 18 ottobre 2012 n. 179, convertito con modificazioni nella legge n. 221 del 17 dicembre 2012, art. 3 (Censimento

(Recensement permanent de la population et du logement et Archives nationales des numéros des rues urbaines) ;

- Décret de la présidence du Conseil des ministres italien du 12 mai 2016 sur le recensement de la population et les Archives nationales des numéros de maisons et des rues urbaines (ANNCSU) ;
- Décret législatif italien n° 322 du 6 septembre 1989, « Règles sur le Système statistique national et sur la réorganisation de l'Institut national de statistique » - article 6 (tâches des bureaux de statistique), article 6-bis (traitement des données à caractère personnel), article 7 (obligation de fournir des données statistiques), article 8 (secret d'office des membres du personnel des bureaux de statistique), article 9 (dispositions pour la protection du secret statistique), article 11 (sanctions administratives), article 13 (Programme statistique national) ;
- Décret présidentiel italien n° 166 du 7 septembre 2010, « Règlement pour la réorganisation de l'Institut national des statistiques » ;
- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la Directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données) ;
- Décret législatif italien n° 196 du 30 juin 2003, « Code en matière de protection des données à caractère personnel » ;
- Décret législatif italien n. 101 du 10 août 2018 «Dispositions d'adaptation de la législation nationale aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil» du 27 avril 2016 (Règlement général sur la protection des données) ;
- Règles déontologiques pour les traitements à des fins statistiques ou de recherche scientifique effectués dans le cadre du Système statistique national (annexe A.4 du décret législatif n° 196/2003) ;
- Décret législatif n° 33 du 14 mars 2013 « Réorganisation des règles concernant le droit d'accès civique et les obligations de publicité, de transparence et de diffusion des informations par les Administrations publiques » - Article 5 ter (accès à des fins scientifiques aux données élémentaires collectées à des fins statistiques) ;
- Décret présidentiel italien du 25 novembre 2020, approuvant le Programme statistique national 2017-2019 - Mise à jour 2019 et les listes correspondantes des enquêtes avec obligation de réponse pour les particuliers et des travaux pour lesquels l'absence de données constitue une violation de l'obligation de réponse sanctionnée par les articles 7 et 11 du décret législatif n° 322 du 6 septembre 1989 (S.O. n° 8 au Journal officiel italien du 11 février 2021 - série générale n° 35) ;
- Plan général de recensement de la population et du logement (<https://www.istat.it/it/censimenti/popolazione-e-abitazioni/documentazione>).

permanente della popolazione e delle abitazioni e Archivio nazionale dei numeri civici delle strade urbane);

- D.P.C.M. 12 maggio 2016 in materia di Censimento della popolazione e Archivio nazionale dei numeri civici e delle strade urbane (ANNCSU);
- Decreto legislativo 6 settembre 1989, n. 322, "Norme sul Sistema statistico nazionale e sulla riorganizzazione dell'Istituto nazionale di statistica" – art. 6 (compiti degli uffici di statistica), art. 6-bis (trattamenti di dati personali), art. 7 (obbligo di fornire dati statistici), art. 8 (segreto d'ufficio degli addetti agli uffici di statistica), art. 9 (disposizioni per la tutela del segreto statistico), art. 11 (sanzioni amministrative), art. 13 (Programma statistico nazionale);
- Decreto del Presidente della Repubblica 7 settembre 2010, n. 166, "Regolamento recante il riordino dell'Istituto nazionale di statistica";
- Regolamento (UE) 2016/679 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 27 aprile 2016, relativo alla protezione delle persone fisiche con riguardo al trattamento dei dati personali, nonché alla libera circolazione di tali dati e che abroga la direttiva 95/46/CE (Regolamento generale sulla protezione dei dati);
- Decreto legislativo 30 giugno 2003, n. 196, "Codice in materia di protezione dei dati personali";
- Decreto legislativo 10 agosto 2018, n. 101, "Disposizioni per l'adeguamento della normativa nazionale alle disposizioni del regolamento (UE) 2016/679 del Parlamento europeo e del Consiglio", del 27 aprile 2016 (Regolamento generale sulla protezione dei dati);
- Regole deontologiche per trattamenti a fini statistici o di ricerca scientifica effettuati nell'ambito del Sistema statistico nazionale (Allegato A.4 al D.lgs. 196/2003);
- Decreto legislativo 14 marzo 2013 n. 33 "Riordino della disciplina riguardante il diritto di accesso civico e gli obblighi di pubblicità, trasparenza e diffusione di informazioni da parte di Pubbliche Amministrazioni" - art. 5 ter (accesso per fini scientifici ai dati elementari raccolti per finalità statistiche);
- Decreto del Presidente della Repubblica 25 novembre 2020, di approvazione del Programma statistico nazionale 2017-2019 – Aggiornamento 2019 e dei collegati elenchi delle rilevazioni con obbligo di risposta per i soggetti privati e dei lavori per i quali la mancata fornitura dei dati configura violazione dell'obbligo di risposta sanzionata ai sensi degli artt. 7 e 11 del decreto legislativo 6 settembre 1989, n. 322 (S.O. n. 8 alla Gazzetta Ufficiale 11 febbraio 2021 - serie generale - n. 35);
- Piano generale del censimento della popolazione e delle abitazioni (<https://www.istat.it/it/censimenti/popolazione-e-abitazioni/documentazione>).